



MÉDIAS ET CRISES POLITIQUES AU CAMEROUN : 1948-1984

Francis Arsène Fogué Kuaté

Département d'Histoire et Civilisations africaines
Université de Buéa-Cameroun

fogue.kuate@ubuea.cm

Résumé : L'évolution sociopolitique du Cameroun a été ponctuée par des situations de crises politiques dans lesquelles les médias ont joué un rôle prééminent. S'inscrivant dans une perspective diachronique et séquentielle, cette étude analyse ce rôle pendant la période 1948-1984 qui peut être considérée comme une période charnière de l'histoire politique du Cameroun. Elle permet de constater que la presse nationaliste et la presse coloniale ont vivifié les troubles qui ont agité la sphère politique camerounaise pendant la colonisation française. Évoluant dans un contexte de liberté, cette presse a pu prendre position dans les débats politiques avant d'être réduite au silence par l'élite politique locale ayant hérité le pouvoir après l'indépendance survenue en 1960. Dès lors, c'est avec beaucoup de difficultés que les médias purent décrier la rhétorique de la terreur mise en œuvre dans la lutte contre le maquis. Guidé par ses ambitions autoritaristes, le gouvernement constitua un cadre juridique liberticide en vue d'assujettir les médias. Bien que décrié, cet assujettissement des médias permit de mieux gérer la crise de leadership survenue entre 1983 et 1984.

Mots Clés : Médias, Crises politiques, colonisation française, Coup d'État manqué, Cameroun.

Abstract: *The central argument of this study is that media have been inherent in crises that have characterized Cameroon political trajectory from the rise of the nationalist movement with the UPC (1948) through the attempted coup of 1984. In a comparative approach framed within a chronological perspective, it contends that the press has significantly vivified the disturbances that have agitated the Cameroonian political landscape. In fact, the press has taken advantage of the existing freedom of the speech during the colonial period to take a stand in political debates. It was later silenced by local political elite who had inherited the political apparatus and taken over from the French after Cameroon earned its independence in 1960. From 1960 onward, the press faced a challenge depicting and decrying the government's fight against the nationalist movement as well as the entire opposition. Anxious to get its authorities*

settled down and to secure a strong and lasting control of the country, the Cameroonian government put in place mechanism aiming at subduing the press through a subtle control of information. Built upon the State monopoly, radio broadcasting contributed in jeopardizing the coup attempt of April 1984. In so doing, media have played a significant role in avoiding escalation of violence between the outgoing President Ahidjo and the incoming President Biya.

Key words: *Media, political crises, French colonization, coup attempt, Cameroon.*

Introduction

Par définition, les crises politiques renvoient à des situations de troubles, d'instabilité ou d'insécurité collective d'essence politique qui, à un moment donné, affectent l'appareil social compris comme « un système organisé d'hommes et de moyens matériels, que ce système soit ou non institutionnalisé » (Fossaert, 1977 : 65). Dans une perspective notionnelle, la crise suppose une situation nouvelle, qui se démarque des autres situations vécues (Estes, 1983), et doit sa raison d'être au désir de contester une conjoncture ou un état de choses qui n'assure pas nécessairement le bien-être du Champ social, «entendu comme un système de relations concurrentielles et complémentaires entre acteurs et groupes pour exister et se faire reconnaître » (Sindjoun, 1996). Prises dans ce sens, les crises politiques procèdent d'un processus de délégitimation consistant en une mobilisation d'acteurs particuliers qui a pour effet « d'affecter dans ses 'structures mêmes, l'organisation routinière de la société » (Dobry, 2009). En tant que réalité sociale, les crises politiques découlent d'attitudes déviantes ou mieux, des dysfonctionnements observés autant au niveau du champ social dans sa plus simple expression, qu'au niveau de l'État et de l'establishment politique (Sénéchal de la Roche, 1996).

Cette approche conceptuelle de la crise politique rejoint le contenu définitionnel donné à la notion de crise par Claus Offe (1984) dans l'élaboration de la « *political crisis theory* ». Cette théorie se démarque de la conception événementielle de la crise et lui préfère une approche processuelle. La crise est ainsi perçue comme un processus qui viole la logique des dynamiques sociales. Appliquée à la crise politique, cette approche conceptuelle permet d'aller au-delà des événements pour intégrer les acteurs de la crise, parmi lesquels les médias. Elle traduit également la complexité des crises politiques, qui ne sont pas seulement le fait d'éléments contextuels liés au strict fonctionnement de l'État à travers ses représentations institutionnelles. En effet, leur raison d'être dépasse le cadre des dysfonctionnements institutionnels pour intégrer la logique du jeu d'acteurs. Dans l'optique d'atteindre des objectifs spécifiques à caractère personnel, les acteurs politiques posent stratégiquement des actes susceptibles de provoquer des crises. En économie politique, ce jeu d'acteurs participe du « *Rent-seeking behavior* ». Ce concept traduit l'attitude d'individus qui, organisés en groupes d'intérêt ou agissant seuls, compromettent le fonctionnement de l'État dans le but de satisfaire des intérêts personnels (Solimano, 2005 :20). La pensée philosophique d'Achille Mbembe décrit

cette attitude à travers le « lumpen-radicalisme » qui vise « la capture du système et son détournement au profit d'un aspirant à la tyrannie [...] dans le but d'en tirer des profits pour soi-même et, éventuellement, pour le siens » (Mbembe, 2017). Ainsi, cette attitude des agents politiques et les crises politiques qu'elle entraîne conduisent à la tyrannie. Cette dernière à son tour débouche sur la crise du politique : le politique « qui devrait être harmonisation de la société et promotion du bien commun, se déprécie-t-il dans l'Etat réel pour ne devenir que l'instrument de la force nue, des passions et des ambitions humaines » (Freund, 1951 :588).

Les politiques de domination et d'exploitation implémentées au Cameroun par l'administration coloniale française s'inscrivent dans cette logique, tant il est vrai que ce que pays de l'Afrique équatoriale ne faisait pas partie de l'empire colonial français.¹ Les colons français, qui constituaient un groupe d'intérêt, ont exploité le Cameroun, non pas dans l'intérêt de cet État créé par les Allemands entre 1884 et 1914 (Owona 1996), mais au profit de la France métropolitaine. Dans le même sens, la lutte menée après l'indépendance (1960) par le Président Ahmadou Ahidjo contre les survivants du nationalisme antifrançais, tout comme les des dissensions politiques observées au sommet de l'État entre lui et son successeur constitutionnel Paul Biya au début des années 1980 (Bayart, 1986), participaient d'une arithmétique politique visant à satisfaire des intérêts personnels de la part de chaque acteur. Ces différents épisodes ont provoqué des crises politiques parmi lesquelles celles faisant l'objet de cette analyse ont été choisies au regard du rôle que les médias y ont joué en tant qu'acteurs.

En effet, les médias ont été au cœur de plusieurs crises politiques qui ont marqué le Cameroun. Leur importance dans ces crises est tributaire du rôle déterminant de la communication dans l'exercice du pouvoir (Gringas, 2003). Les médias participent de l'exercice du pouvoir (Chambat, 1994) et constituent par ailleurs un pouvoir qui impulse la dynamique politique (Deville 2017). Certains faits politiques sont le fruit de l'action des médias² Il en est de certaines crises qui sont la « fabrication » des médias. Ainsi, les médias contribuent à la structuration de l'opinion et de l'espace publics au regard de la dialectique qui existe entre la description médiatique d'un événement et les réactions/attitudes qu'elle suscite (Habermas, 1988 ; Barthélémy, 1992). Dans certaines circonstances, les médias sont mis au service de la propagande politique visant à imposer une idéologie politique dans l'optique d'uniformiser et de mieux contrôler la société. C'est ce que Serge

¹ Le Cameroun était initialement un protectorat allemand (entre 1884 et 1915). C'est dans le cadre de la Première guerre mondiale (1914-1916) que la France et la Grande Bretagne expulsèrent les Allemands et se partagèrent le territoire. Après la création de la Société des Nations, les mandats des parties française et britannique de l'ex-Cameroun allemand furent confiés respectivement à la France et à la Grande Bretagne. Lorsque la SDN fut remplacée par l'ONU, les mêmes puissances se virent confier les tutelles de ces territoires. Pendant que la partie française fut administrée comme un territoire autonome de l'Afrique équatoriale française, la partie anglaise fut administrée à partir du Nigéria. Le Cameroun français qui correspondait à la partie orientale du Cameroun allemand, n'a donc jamais été une colonie française stricto sensu.

² Cette capacité des médias à déterminer les actions politiques a été théorisée par Maxwell McCombs et Donald L. Shaw à travers le concept « *d'agenda setting* ».

Tchakhotine (1992) appelle le « viol des foules ». Les médias jouent ainsi un rôle déterminant qui fait d'eux des témoins et des reflets de l'évolution des sociétés africaines (Tudesq, 1999). Ils constituent de ce fait des indicateurs à l'aune desquels l'historien peut analyser les événements politiques (Méadel, 1997). Ainsi donc, la problématique qui sert de matrice à cette réflexion est celle de l'influence politique des médias au Cameroun. Partant du principe que les médias sont des acteurs politiques, l'étude décrit et analyse leur rôle/contribution dans les crises politiques qu'a connues le Cameroun entre 1948 et 1984.³ La première année correspond à la création de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui s'était dotée d'organes de presse dans son combat nationaliste. La seconde année quant à elle renvoie à la tentative de coup d'État contre le Président Paul Biya dont l'échec fut partiellement attribué à la non diffusion, à l'échelle nationale, du discours radiodiffusé des putschistes. Le choix de cette période spécifique découle du fait qu'elle constitue une étape charnière dans l'histoire politique du Cameroun. Elle correspond à la naissance et à l'activisme du mouvement nationaliste dès 1948 ; l'accession du Cameroun à l'indépendance en 1960 et le transfert des compétences politico-administratives aux Camerounais et enfin, la première alternance à la tête de l'État (1982) suivie en 1984 par la première tentative de putsch. Ces deux bornes chronologiques ont le mérite de mettre ensemble et de comparer deux périodes importantes de la vie politique du Cameroun qui furent caractérisées par des transitions. Il s'agit en premier lieu de la période tardive de la colonisation française (1948-1960) qui fut marquée par le transfert progressif des compétences politico-administratives entre les forces coloniales et les nationaux. En second lieu vient la période 1960-1984 déterminée par le processus de structuration de l'État, la tyrannie du politique et la transition entre Ahmadou Ahidjo et Paul Biya en 1982. Par ailleurs, ces deux périodes sont caractérisées par une différenciation des contextes politiques et des cadres juridiques dans lesquels évoluaient les médias. Pendant la première période marquée par la domination étrangère, les médias jouissaient d'une liberté qui a été mise à rude épreuve après l'indépendance du pays en 1960. On est ainsi passé d'une presse libre et active à une presse asphyxiée et moribonde; ce qui donne l'impression que liberté politique et liberté médiatique ne faisaient pas bon ménage (Enohoro, 1974 :56).

Ainsi, l'analyse questionne le rôle de la presse dans le rapport de force entre l'UPC et l'administration coloniale française dans la mouvance du combat nationaliste. Par la suite, elle s'intéresse à l'enjeu médiatico-politique de la Radio nationale dans la gestion de la rupture entre Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Mais avant toute chose, il serait bienvenu de donner quelques indications sur l'évolution des médias au Cameroun étant entendu que cette évolution est intimement liée à celle de la vie politique de ce pays.

³Il faut tout de même préciser que le Cameroun a connu d'autres épisodes de crises politiques auxquels les médias ont participé et qui traduisent l'urgence de la pensée sur la question. Le vent de démocratisation survenu en 1990 a entraîné une vague de crises marquée par les « villes mortes » (Eboussi 1997). Puis en 2008, le pays a été entraîné dans la spirale des émeutes de la faim consécutives à la vie chère (Edjangue 2010). Et à partir de 2016, le Cameroun a été plongé dans une crise sociopolitique majeure liée aux revendications sécessionnistes portées dans sa partie anglophone constituée des régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest (Bouopda 2018).

Médias et politique au Cameroun : Quelques repères historiques d'un assortiment de longue date

L'histoire des médias au Cameroun remonte à la période coloniale. Au début du XIX^{ème} siècle, l'administration allemande a inauguré l'ère de la presse « *kamerunaise* » à travers la création de plusieurs titres au nombre desquels : *Evangelisches monatsblatt* fondé en 1903; *Amtsblatt für das Schutzgebiet* créé en 1908 et *Kamerun post* édité à Douala à partir de 1912 (Fame Ndongu, 2006).

Après avoir bouté les Allemands hors de l'espace territorial camerounais dans le cadre de la Première Guerre Mondiale, les Français vont, à leur tour, se doter d'organes de presse destinés à optimiser leur marge de manœuvre et affermir leur position. C'est ainsi que furent créés : le *Journal officiel des territoires occupés de l'ancien Cameroun (1916)* qui devient par la suite le *Journal officiel du Cameroun* ; *La Gazette du Cameroun (1923)* ; *L'éveil du Cameroun (1927)* qui deviendra par la suite *La Presse du Cameroun*. C'est toujours sous l'administration française que la radiodiffusion camerounaise fait ses premiers pas avec la création, à Douala, en 1941, d'une radio appelée « l'enfant de la guerre ». Par la suite, les nationalistes camerounais, dans le cadre de la lutte pour l'indépendance dont l'UPC (Union des Populations du Cameroun), créée en 1948, a été l'un des principaux artisans, créèrent des périodiques devant servir de support et de caisse de résonance à leurs revendications (Ndeffo, 1986). Tout ceci permet de dire que la presse a été un instrument, voire, un acteur du jeu politique dès les premières heures de son existence au Cameroun. Elle a animé la sphère publique politique au point de devenir le principal facteur de socialisation politique dans ce pays (Fouda, 2003). Cependant, force est de constater que le rôle sociopolitique des médias s'est renforcé après la période coloniale.

En effet, l'influence politique des médias a doublé en intensité sous les régimes respectifs des présidents Ahmadou Ahidjo (1960-1982) et Paul Biya (1982-) à travers : la sujétion de la presse écrite à un régime préventif (censure administrative) et répressif (arrestation et emprisonnement de journalistes) et la mainmise de l'État sur la radiodiffusion qui était le seul média audiovisuel au Cameroun pendant la période étudiée.⁴ En ce qui concerne les médias audiovisuels, la mainmise de l'État sur la radiodiffusion s'imposa de fait étant donné que l'État était le seul propriétaire des stations de radios existantes. Le réseau radiophonique, qui avait été mis en place par les Français à travers la création de Radio Douala, Radio Yaoundé et Radio Garoua respectivement en 1941, 1954 et 1958, fut transféré à l'État postcolonial. Ce transfert ne fut pas automatique au moment de l'indépendance dans la mesure où la

⁴ La télévision fit son arrivée au Cameroun en 1985 sous l'appellation de *Cameroon Television (CTV)*. Le tout premier événement diffusé par cette télévision avait une portée politique d'envergure. Il s'agit du Congrès de Bamenda de mars 1985 durant lequel le Président Paul Biya décida de changer la dénomination du parti unique qui passa d'UNC à RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais). Ce changement faisait suite aux démêlées qui opposaient le Président Paul Biya à son prédécesseur Ahmadou Ahidjo soupçonné d'avoir fomenté le coup d'État manqué d'avril 1984

France assura la gestion de Radio Garoua jusqu'en 1964 (Fogué, 2017), tout comme elle s'investit dans la formation des journalistes camerounais à travers la création de l'École Supérieure Internationale de Journalisme de Yaoundé (ESIJY) créée en 1970 par Hervé Bourges qui en assura la direction jusqu'en 1976. En héritant du patrimoine médiatique colonial, l'État postcolonial en héritait également la philosophie en utilisant la radio sur le même modèle que l'administration coloniale française. Ce modèle consistait à mettre la radio au service de l'administration. La radio était avant tout un outil de commandement au service de l'administration coloniale puis de l'État postcolonial. La radio était destinée à diffuser l'information « officielle » et ainsi contrôler l'opinion publique. En plus d'informer les Français du Cameroun sur le développement de la Deuxième Guerre mondiale, Radio Douala qui fut à juste titre baptisée « L'enfant de la guerre », servait aussi et avant tout à coordonner l'action coloniale de la France (Enama, 2011).

Après la période coloniale, l'élite politico administrative et la ressource humaine médiatique camerounaises qui avait été formées à l'école française reproduisirent l'idéologie coloniale dans leur rapport à la radio. Ils assurèrent ainsi la présence psycho-symbolique de la France en situation postcoloniale (Fogué 2016), confirmant ainsi la « concaténation de l'historicité du colonial au postcolonial ».⁵

L'État postcolonial plaça la radio à son service et détenait par ailleurs un monopole sur la radiodiffusion en raison de l'absence de radios privées. La radio devait officiellement assurer le service public⁶ en diffusant la même information sur l'ensemble du territoire. C'est la raison pour laquelle sous leurs régimes, Ahmadou Ahidjo et Paul Biya étendirent le réseau radiophonique en créant une station de radio dans chaque chef-lieu de provinces⁷. C'est ainsi que le nombre de radio passa de trois à dix. En plus des radios Douala, Yaoundé et Garoua créées par les Français et se situant respectivement dans les provinces du Littoral, du centre-sud et du Nord, Ahmadou Ahidjo installa une station de radio à Buéa (province du Sud-Ouest) en 1962 ; Bertoua (province de l'Est) en 1978, Bafoussam (province de l'Ouest) en 1980. La même année, une radio principale dénommée « Poste national » fut ouverte à Yaoundé qui est par ailleurs la capitale politique. Contrairement aux autres radios dont les ondes et les programmes étaient limitées uniquement aux provinces, le Poste National avait un caractère national et couvrait l'ensemble du pays. Elle coordonnait les activités des stations provinciales qui devinrent progressivement des stations de relais et avec lesquelles elle constituait la Radio du Cameroun (RDC).

⁵ Nous empruntons cette formule à Jean-François Bayart. Lire J.-F. Bayart, 2009, « Les études postcoloniales, une invention politique de la tradition ? », *Sociétés politiques comparées*, n°14, avril 2009, p.29. [En ligne]. URL : <http://www.fasopo.org/reasopo/n14/article.pdf>, consulté le 15 avril 2011.

⁶ Pour Jacques Chevalier (2006 :55), le service public est « d'abord une fonction à remplir, puis une mission à assurer, mais aussi l'activité concrète qui en résulte et, partant, l'organe qui la prend en charge [...] »⁶. Il est « essentiellement une activité d'intérêt général » (Sayah 2007 :92), raison pour laquelle sa responsabilité incombe à l'État. L'intérêt général ici s'oppose à l'intérêt particulier.

⁷ En 2008 ces provinces prirent l'appellation de régions.

À la suite d'Ahmadou Ahidjo, Paul Biya créa trois nouvelles radios en 1983 dans les provinces de l'Adamaoua (Radio Ngaoundéré), de l'Extrême-Nord (Radio Maroua) et du Sud (Radio Ebolowa). La création de ces trois dernières radios s'inscrivait dans le sillage de la décentralisation administrative qui a consisté en l'éclatement des provinces du Nord et du Centre-Sud.⁸ Cette décentralisation, qui trouve son fondement dans la crise qui opposa Ahmadou Ahidjo et Paul Biya à partir de 1983, visait principalement, pour le second, à saborder l'influence du premier qui avait fait de la grande province du Nord son bastion politique du premier. Étant donné que la politique médiatique du gouvernement consistait à installer une radio dans chaque province afin de rapprocher les administrateurs des administrés d'un point de vue informationnel, cette décentralisation administrative s'accompagna inéluctablement d'une décentralisation médiatique (Fogué, 2018).

En tant qu'institution étatique, la radio ne disposait d'aucune autonomie et son fonctionnement était coordonné par l'État. Cette mainmise étatique avait une valeur fonctionnaliste en ce sens que la radio était supposée participer au développement du pays. En effet, dans son analyse du triptyque radio/pouvoirs et publics au Cameroun pendant cette période, Tjadè Eonè (1986 :208) invoque « la responsabilité de l'État dans le processus de développement » pour justifier le monopole étatique sur la radiodiffusion. Dérivant d'un courant de pensée théorisé au lendemain des indépendances par Wilburt Schramm (1968) notamment, cette justification devrait être nuancée d'autant plus que le « monopole étatique a été imposé aux médias sous le prétexte que ces derniers devaient servir les objectifs d'union et de consolidation nationales » (Frère, 2005 :6). Autrement dit, les justificatifs de ce monopole étaient plus du domaine politique. Elle visait en réalité à permettre à l'establishment d'asseoir son influence et son autorité. Les radios étatiques étaient plus au service de l'ordre gouvernant que des populations ce qui remet en cause l'idée de service public qui leur était accolée.

Tout ce qui précède permet de dire que les médias ont joué un rôle dont l'analyse est nécessaire à la compréhension de l'évolution politique du Cameroun. C'est la raison pour laquelle cette étude a voulu appréhender et analyser ce rôle dans les crises politiques au Cameroun en se focalisant sur deux principales périodes : d'abord, de la création de l'UPC en 1948 à l'accession du Cameroun à l'indépendance en 1960. Puis de 1960 au coup d'état manqué du 6 avril 1984.

Les crises politiques dans le Cameroun français : Une presse fortement instrumentalisée par les nationalistes et l'administration coloniale

Les crises politiques observées dans le Cameroun français, et plus précisément dans le période tardive de la colonisation, étaient principalement liées au combat nationaliste mené par l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Afin de

⁸ Entre 1960 et 1983, le Cameroun comptait sept provinces (Centre-sud, Est, Littoral, Nord, Nord-Ouest, Ouest et Sud-Ouest). En 1983, le président Paul Biya porta ce nombre à 10 provinces à travers l'éclatement de la province du Nord en 3 provinces (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord) et la division des provinces du centre et du Sud.

permettre une bonne compréhension du rôle de la presse pendant cette période, il est nécessaire de procéder à un rappel des faits.

Un rappel des circonstances⁹

Les crises politiques observées au Cameroun pendant la période française étaient relatives aux démêlées entre l'administration coloniale et les populations locales qui luttait pour l'indépendance du pays. Pour être plus précis, ces crises étaient liées à des revendications nationalistes dont l'UPC, parti politique créé en 1948, a été l'un des principaux artisans sous la houlette de son illustre Secrétaire Général, Ruben Um Nyobé (Mbembe, 1984). Bien qu'il soit admis que Um Nyobé n'était pas un partisan de la violence, les pressions et les exactions de l'administration française sur les Upécistes, les amenèrent à recourir à la violence. C'est ainsi qu'en dépit de l'exhortation faite par Um Nyobé en faveur d'une action « pacifique », des émeutes, déclenchées par l'administration coloniale, ont éclatèrent dans les parties du pays où l'UPC était fortement implantée (le littoral, le Centre et l'Ouest Cameroun).

En tant que parti nationaliste et même révolutionnaire pour certains,¹⁰ l'UPC réclamait d'une part, le départ des Français qui, à tort, administraient le Cameroun au même titre que leurs possessions coloniales.¹¹ D'autre part, l'UPC sollicitait que les frontières du Cameroun Allemand furent rétablies (réunification du Cameroun français et du Cameroun britannique).

À travers toutes ces revendications, l'UPC constituait un frein à l'action française qui visait à insérer le Cameroun dans le giron de son empire colonial. Um Nyobé et son parti devenaient gênants et il fallait à tout prix les mettre hors d'état de nuire. Dans cette logique, André Soucadaux, le Haut-commissaire de la République française au Cameroun, s'attela à venir à bout de l'UPC par la ruse politique sans utiliser tout le dispositif de répression dont il disposait (Abwa, 1998 :357). Malheureusement, cette politique graduelle mise en œuvre par Soucadaux entre 1949 et 1954, ne permit pas de démanteler l'UPC qui était solidement implantée dans les différentes couches sociales (Joseph, 1986 :274). En décembre 1954 Louis Charles

⁹ L'élaboration de cette partie doit beaucoup aux travaux de Richard Joseph, Achille Mbembé et Stéphane Prévitali.

¹⁰ Pour Richard Joseph, « la meilleure appellation pour désigner l'idéologie de l'UPC est celle de nationalisme révolutionnaire. Le parti était révolutionnaire parce qu'il désirait un changement radical de la structure économique du territoire, laquelle lui paraissait agir au profit des forces coloniales, et il était nationaliste parce qu'il considérait que l'unification et l'indépendance du Cameroun étaient les premiers pas nécessaires dans la voie d'une société camerounaise plus juste. » (Joseph, R., 1986, *Le Mouvement Nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala, p. 227).

¹¹ Le Cameroun n'était pas à proprement parlé une colonie française. Après la première guerre mondiale (1914-1918), la gestion du Cameroun, qui était un protectorat allemand depuis 1884, incombait à la Société des Nations (SDN). Pour des besoins d'administration, la SDN confia la gestion du Cameroun à la Grande Bretagne et à la France qui avaient bouté les Allemands du Cameroun en 1916. Ce principe a prévalu après la création de l'ONU (Organisation des Nations Unies) en 1945. Cette dernière avait confié la tutelle du Cameroun à la Grande Bretagne et à la France. Cependant, autant pendant le mandat de la SDN que la tutelle de l'ONU, la France a géré sa partie du Cameroun au même titre que ses autres colonies. Des initiatives avaient d'ailleurs été prises en vue d'intégrer le Cameroun français à l'Afrique Équatoriale Française (AEF).

Joannes Roland Pré est désigné comme Haut-commissaire de la France au Cameroun (Abwa, 1998 :345). À l'opposé de son prédécesseur, il adopta une position rigide et autoritaire vis-à-vis de l'UPC dont il voulait en découdre à tout prix. Avec son arrivée, « on devait assister à une redistribution des cartes et des facteurs nouveaux devaient progressivement transformer les données de la situation politique » tel que le relève Taguem Fah en parlant de la création de partis fantoches destinés à contrecarrer l'action de l'UPC (Taguem, 1997 :57). Pour cela, il prit un ensemble de mesures visant à pousser les Upécistes à la faute. La campagne anti UPC de l'Administration fut virulente. Les réunions upécistes étaient constamment sabotées pas la police qui procédait à des arrestations et des perquisitions. En réaction à cette attitude de l'administration coloniale qui contribuait ainsi à l'exacerbation de la tension, les upécistes créèrent des mouvements d'agitations qui se multiplièrent et qui débouchèrent sur les événements de mai 1955.

En effet, entre le 22 et le 30 mai 1955, une série d'émeutes éclatent dans la plupart des localités du pays où l'UPC est fortement implantée. La responsabilité de ces émeutes qui firent plusieurs victimes,¹² fut imputée au parti nationaliste par l'administration coloniale. Pourtant, au moment où se produisent ces événements, l'UPC était encore engagée dans la voie parlementaire à travers ses tentatives d'entrée à l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) créée en 1946 et remplacée en 1952 par l'Assemblée Législative du Cameroun (ALCAM). Les échecs enregistrés par le mouvement amenèrent ses leaders à se tourner vers l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour négocier l'avenir du Cameroun. En 1952 et en 1954, Um Nyobè s'est rendu à New York pour porter la voix du peuple camerounais en faveur de la réunification et l'indépendance du pays. De toute évidence, ces interventions de l'UPC auprès de la communauté internationale n'étaient pas du goût de la France d'autant plus qu'elles contribuèrent à renforcer l'influence de mouvement nationaliste. Afin de calmer les ardeurs de l'UPC, la France procéda dans un premier temps par l'intimidation.¹³ Par la suite, elle opta pour la répression. Roland Pré avait pour mission « d'écarter le danger UPC » qu'il considérait comme « un parti anticolonialiste, révolutionnaire, soutenu par les communistes et qu'il faut isoler, contrer, abattre (Prévitali, :37). Face au refus de l'UPC de négocier avec lui, il prit l'option de la provocation et de la « guérilla psychologique » en s'attaquant aux leaders upécistes et en sabordant presque systématiquement toutes leurs activités politiques (Deltombe, Domergue, Tatsitsa, 2019). Le clergé catholique fut mis à contribution dans cette politique visant à décrédibiliser l'UPC qu'elle accusa avoir des « liens avec le communisme athée ».¹⁴ Les accusations portées contre le parti

¹² Pour plus d'informations sur le déroulement et les conséquences de ces émeutes, lire R. Joseph, 1986, pp. 279-302.

¹³ Le 7 février 1953, alors que Um Nyobè tient une réunion à Songmbengue (subdivision de Babimbi pour rendre compte de son passage à l'ONU), l'administrateur français Gélis s'y rend, tire des coups de feu en l'air pour disperser la foule et procède à des arrestations (voir Deltombe, Domergue et Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée...*)

¹⁴ Le 22 avril 1955 (jour de pâques), une lettre commune des vicaires apostoliques du Cameroun est lue dans tous les lieux de prières. Cette lettre pastorale, qui s'inspirait de l'Encyclique Divini Redemptoris dans laquelle le Pape Pie XI déclare que le communisme est contraire à la foi

24 F.A. Fogué Kuaté

vont constituer un prétexte suffisant pour le contraindre à la clandestinité à travers le décret du 13 juillet 1955, dissolvant son autorité sur l'étendue du territoire (Prévitali, 1999). Avec ce décret on est passé d'une UPC légale à une UPC illégale, évoluant dans le maquis et dont l'action s'est révélée plus radicale à travers l'action de l'Armée Nationale pour la Libération du Kamerun (ANLK) en pays Bamiléké (dans la région de l'ouest Cameroun) où le combat de l'UPC a duré jusqu'à l'assassinat de Ernest Ouandie à Bafoussam en janvier 1971¹⁵, c'est-à-dire, 11 ans après la fin de la colonisation et l'indépendance du Cameroun survenue en 1960.

Quel a été le rôle de la presse dans cet imbroglio sociopolitique ?

Parlant des médias en Afrique, André Jean Tudesq (1999) faisait remarquer qu'ils sont reflets et témoins de l'évolution des sociétés africaines. La situation observée au Cameroun pendant les crises sociales et politiques relatives au combat nationaliste en faveur de l'indépendance, justifie à suffisance cette assertion.¹⁶

En effet, les médias ont été au cœur des revendications nationalistes pendant la période de domination française. La presse a été non seulement témoin et reflet de cette lutte ; elle en a été un acteur central voir déterminant. Les journaux et autres périodiques ont été des agents du combat et des vecteurs de situations de troubles observées çà et là dans le pays. Cette « presse nationaliste », pour emprunter la terminologie d'Henri Ndeffo (1986), bénéficiait d'un régime libéral entretenu par la loi française du 29 juillet 1881 appliquée au Cameroun à partir de 1923.¹⁷ Cette conjoncture juridique favorable a permis à cette presse de jouer un rôle de choix dans l'élaboration de l'espace public et dans l'émergence du sentiment nationaliste au Cameroun (Fouda, 2003). Dans le même ordre d'idées, la presse a été littéralement subjuguée par les nationalistes qui en ont fait la clé de voûte de leurs revendications.

Ceci étant, la presse a joué un rôle non négligeable dans les mouvements sociaux, les soulèvements et les émeutes ayant eu cours dans le cadre de la lutte pour

chrétienne, invitait les chrétiens camerounais à « apostasier » l'UPC. Les points essentiels de cette lettre rédigée sous l'instigation de l'Administration étaient « la reconnaissance des droits de tous les peuples à l'indépendance et une attaque virulente de l'UPC pour son communisme athée. » La lecture de cette lettre suscita des mouvements d'opposition et des incidents violents dans les Eglises tel que le souligne André Rétif (Rétif, A., 1956, « À propos de l'Union des Populations du Cameroun : communisme et religion au Cameroun », *L'Afrique et l'Asie*, n° 35).

¹⁵ Il faut dire à ce sujet qu'après l'assassinat d'Um Nyobé survenue le 13 septembre 1958, le pays bassa dont il était originaire a été pacifié. Cette pacification a été matérialisée par le ralliement de Mayi Matip, le second d'Um Nyobé, aux autorités. Ce ralliement s'est accompagné de la levée de l'interdiction frappant l'UPC qui redevint alors légale. Cependant, suite à ce revirement de situation, les Bamiléké, localisés dans l'Ouest du pays, vont récupérer le combat de l'UPC entraînant ainsi une délocalisation du maquis du pays bassa vers le pays bamiléké où Abel Kingué, Ernest Ouandié et Félix Mounié, alors président de l'UPC étaient favorables à l'utilisation de la force et de la violence. L'UPC était pour ainsi dire, divisée en une aile bassa modérée et une aile bamiléké plus extrémiste. Lire J-F., Bayart, 1985, *L'État au Cameroun*, Paris, presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, pp.43-63.

¹⁶ Nous sommes énormément redevable des travaux de Henri Ndeffo sur la presse nationaliste au Cameroun.

¹⁷ Cette loi était favorable à la création d'organes d'information.

l'indépendance. L'univers de la presse a été le théâtre d'affrontements et de querelles politiques entre la presse nationaliste et la presse coloniale soutenue par une presse pro coloniale (Ndeffo, 1986). Avec plusieurs années de recul, on serait tenté de se demander si la lutte pour l'indépendance du Cameroun aurait été aussi sanglante n'eût été l'instrumentalisation de la presse à des fins de mobilisation et d'incitation des masses à la « haine » de l'autre.

Ceci étant, afin de donner un écho à ses revendications, l'UPC édita plusieurs publications au nombre desquelles: *La voix du Cameroun, Vérité, Étoile et Lumière* (Joseph, 1985 :245). La dénomination de ces journaux dit long sur la philosophie qui les a animés ainsi que la ligne éditoriale qui aiguillonnait leur action. À travers ces médias, l'UPC a pu coordonner ses activités en faveur d'une propagande contre la présence française. Parmi les journaux animés par l'UPC, le plus actif et le plus important est *La Voix du Cameroun* créée en 1949 et qui continua à paraître clandestinement après l'interdiction du parti en juillet 1955. Ce journal était fortement impliqué dans le combat de l'UPC.

La Voix du Cameroun a activement pris part au combat de l'UPC. Dans ses colonnes, les responsables du parti appelaient le peuple à lutter pour l'indépendance. Dans sa livraison N° 19 du mois de mai 1958, Abel Kingué, Vice-président de l'UPC, s'insurgea contre la dissolution de son parti et invita les Camerounais à lutter contre les tenants de la colonisation au Cameroun. Cette presse « appela le peuple à lutter contre toutes dispositions administratives contraires aux principes de l'article 73 de la charte des Nations Unies. Le problème de l'amélioration des conditions de vie fut l'un des thèmes âprement développés » (Ndeffo, 1986 :98).

Outre l'UPC, d'autres partis politiques se sont dotés de moyens de communication. Des journaux avaient été créés et animés par des intellectuels et des leaders d'opinion qui n'étaient pas forcément membres d'un parti politique. Certains de ces journaux avaient un ton plus ferme et plus revanchard que *La Voix du Cameroun*. Ce fut le cas de la *Nation Kamerunaise* de Dika Akwa.¹⁸ Dans l'éditorial de son tout premier numéro publié le 25 novembre 1956, ce journal a clairement pris position en se présentant comme un nouveau combattant, qui à la suite de la dissolution de l'UPC « entre dans la bataille, dans le but de relever les troupes et soutenir les 'combattants' retranchés de la lutte que mène la nation contre le 'géant' ». ¹⁹ Ce journal, qui incitait les camerounais au combat, soutenait et encourageait ouvertement les maquisards upécistes. Dans sa parution du 25 novembre 1956, il affirma que l'autorité administrative était responsable du maquis qui « trouve sa signification dans la lutte pour la libération et la victoire en sortira. »²⁰

Dans l'optique de constituer un contrepoids à la presse nationaliste, l'administration française s'appuya sur ses organes d'information (presse coloniale)

¹⁸ La position outrancière de ce journal se dégage d'emblée à travers la graphie du mot Kamerun qui est écrit avec un « K » dans sa version allemande et non un « C » comme dans sa versions française. Ce choix graphique traduisait le désir de voir les Français partir et de reconstituer le *Kamerun* allemand.

¹⁹ Le « géant » désigne la puissance coloniale.

²⁰ *La Nation Kamerunaise*, n°1 du 25 Novembre 1956 et n°1 du 16 juillet 1958, cités par H., Ndeffo, 1986, p.113.

mais aussi et surtout sur une presse pro coloniale animée par des Camerounais gagnés à la cause de la France. Cette presse pro coloniale avait pour mission de désavouer l'action des médias nationalistes en développant un discours contraire au leur. Financée et soutenue par l'administration coloniale, la presse pro française était plus une presse de rétorsion qu'une presse d'information. Pour ainsi dire, la presse nationaliste et la presse colonialiste soutenue par les journaux pro colonialistes, se livraient à un jeu de ping-pong dans lequel les nationalistes détenaient la plupart du temps la balle de match. Par le biais de cette opposition qui découlait de son désir de raffermir les positions politiques des uns et des autres, la presse, qui ne jouait presque pas son rôle d'outil d'information, a contribué à l'exacerbation des crises sociales observées au Cameroun pendant la période française. Par le biais de son militantisme, cette presse a eu des effets pervers sur la vie sociopolitique du Cameroun pendant la période indiquée.

Après la signature de la loi Cadre de Gaston Defferre et l'accession du Cameroun à l'autonomie interne en 1957, une nouvelle presse dite anti néocoloniale va voir le jour. C'est le cas de l'*Essor des Jeunes*, un journal confessionnel dont le Directeur de publication, Célestin Lingo, fut arrêté en 1970. Il fut incarcéré pendant cinq ans, sans jugement, au camp de Mantoum sous le prétexte qu'il était « le chef des renseignements » de l'évêque de Nkongsamba, Monseigneur Ndongmo dont il était l'un des collaborateurs et qui était lui aussi accusé d'intelligence avec les upécistes (Pigeaud 2011 :21 ; Djereke 2001 :69). Dans cette catégorie, figure aussi le *Jeune Nationaliste* créé à Yaoundé en 1958 et qui soutenait l'UPC contre les gouvernements Mbida et Ahidjo qu'il qualifiait de « gouvernements néo-colonialistes ». ²¹ Ce journal, reconnu pour son ton violent et son style acerbe, a très vite subi les foudres des héritiers du pouvoir politico administratif, soucieux de préserver leur héritage après le départ des Français.

La part des crises politiques observées entre 1960 et 1984

Les crises politiques qui animèrent le Cameroun entre 1960 et 1984 découlèrent des ambitions politiques respectives des présidents Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Au nombre de ces crises, deux ont particulièrement attiré notre attention. Il s'agit de la « lutte contre le maquis » (1960-1971) et les événements relatifs au coup d'État manqué du 6 avril 1984.

La lutte contre le maquis : Une presse bâillonnée et réduite au silence

Le combat de l'UPC ne s'est pas achevé avec l'indépendance survenue en 1960. Après le « départ » de l'administration française, l'aile bamiléké de l'UPC dont l'action s'est radicalisée dans le maquis, notamment à travers les comités de base et l'Armée de Libéralisation Nationale du Kamerun (ALNK), va lutter, non plus contre

²¹ Au moment de l'accession à l'autonomie interne en 1957, André Marie Mbida est désigné comme premier Premier Ministre du Cameroun. Il est remplacé à ce poste en 1958 par Ahmadou Ahidjo qui, en 1960, devient Président de la République à l'issue de l'indépendance proclamée le 1^{er} janvier 1960.

l'occupant, mais plutôt contre les non-nationalistes qui ont hérité du pouvoir politico-administratif. Le président Ahmadou Ahidjo, qui était considéré comme un usurpateur du pouvoir,²² va, dans le souci de consolider ce pouvoir, tout mettre en œuvre pour venir à bout des upécistes en pays bamiléké. Cette chasse aux sorcières (upécistes) donna lieu à ce que Bayart a appelé « l'embrasement du pays bamiléké » qui s'est trouvé plongé dans une guerre civile entretenue par les forces de l'ordre et l'ALNK (Bayart, 1985 :90 ; Nouwou, 2001 : 33-34). La rhétorique de la terreur était devenue la chose la mieux partagée (Ekwé, 2001 :3).

L'attitude de la presse pendant cette période fut moindre par rapport à la période coloniale française. En effet, après l'indépendance de 1960, on est passé d'un contexte caractérisé par une pléiade de journaux à une situation de quasi inexistence de la presse. Cette évolution du paysage médiatique camerounais était imposée par le contexte politique qui a prévalu à partir de 1960 et dont l'un des faits marquants était l'orientation du Cameroun vers un système autoritaire. Dans ce contexte, en plus de l'unité politique réalisée à travers le bannissement du multipartisme et la création du parti unique²³ en 1966, Ahmadou Ahidjo, soucieux de préserver son autorité, se trouva dans l'obligation de contrôler la presse, qui, comme cela a été démontré plus haut, était moins une presse d'information qu'une presse d'idées et d'opinion. Cette presse qui, avant 1960 bénéficiait du régime libéral de la loi française du 29 juillet 1881²⁴ en vigueur au Cameroun, allait désormais être soumise à un régime de censure et de répression aménagé à travers les modifications de plusieurs articles de la loi de 1881. C'est ainsi qu'en mai 1959, l'article 10 de la loi du 29 juillet 1881 fut modifié de telle sorte que quatre heures au moins avant la publication et la livraison de chaque journal ou périodique, deux exemplaires signés du directeur de publication devaient être remis aux autorités administratives qui avaient par ailleurs la possibilité de saisir tous les tirages jugés contraires à l'ordre public. Le 26 avril 1961, un arrêté du ministre chargé de l'intérieur interdit formellement la diffusion, l'introduction, la circulation et la reproduction même partielle de journaux dont le but est de corrompre les masses et de fait, troubler l'opinion publique.²⁵ Le 21 décembre 1966, une nouvelle loi sur la presse est venue consacrer la censure et la répression: « toutes les publications devraient être soumises avant impression aux autorités administratives, qui au besoin les censureraient ou les suspendaient. Les journalistes eux-mêmes pouvaient être poursuivis (Pigeaud 2008 :21).

Cet arsenal juridique fut consolidé en décembre 1969 avec des dispositions renforçant les procédures de la censure administrative. De nouvelles clauses stipulaient qu'en plus de la formalité du dépôt légal prévu à l'article 4 de la loi de 1966, quatre heures ouvrables au moins avant la publication, la distribution et la circulation de chaque journal ou écrit périodique, il est remis à la préfecture deux

²² On se retrouvait alors dans une situation où Ahidjo avait un pouvoir illégitime tandis que l'UPC qui avait longtemps lutté pour l'indépendance du pays, avait une légitimité sans pouvoir.

²³ Il s'agit de l'Union Nationale Camerounaise (UNC).

²⁴ La création, la publication et la distribution des journaux étaient libres sur l'ensemble du territoire.

²⁵ Cet arrêté avait été publié le mercredi 26 avril 1961 dans le numéro 3305 de la *Presse du Cameroun*.

exemplaires ou deux jeux de morasse signés du directeur de publication. Toutes ces dispositions juridiques et administratives aboutirent à la restriction de la liberté d'opinion et d'expression. Il était ainsi question pour Ahidjo de contrôler non seulement la presse mais aussi l'opinion publique.

Cette conjoncture de restriction des libertés porta un coup fatal à la presse privée et plus spécifiquement à la caricature de presse (Fogue & Amina, 2013). Fanny Pigeaud (2011 :22) fait remarquer que : « Alors qu'il existait en 1960 près de 80 publications, il n'en restait plus que dix en 1968 dont neuf pro-gouvernementales, la dixième étant *l'Effort Camerounais* édité par l'Église catholique ». En effet, seuls les organes d'information progouvernementaux pouvaient exercer librement. Dans cette catégorie, *La Presse du Cameroun* occupait une place de choix.

La Presse du Cameroun était un journal privé d'essence coloniale créé par Charles De Breteuil et lancé à Douala le 1^{er} avril 1955 (Ongba, 1982 :9). Bien qu'elle se présentait comme un journal neutre, *La Presse du Cameroun*, qui était animée par les Français, pris position à la suite des événements de mai 1955 en condamnant l'UPC qui revendiquait l'indépendance (Ibid :34). Après l'indépendance et dans la mouvance des initiatives menées par le gouvernement en vue de venir à bout des upécistes en pays bamiléké notamment, Ahmadou Ahidjo, qui soupçonnait une connivence entre *La Presse du Cameroun* et les forces centrifuges qui menaçaient son pouvoir, invita le journal à choisir résolument son camp (Ongba, 1984 :200). Le choix était d'ailleurs tout indiqué. Le journal de De Breteuil choisit de soutenir le pouvoir et « bénéficia en contrepartie, à quelques incidents près, de l'indulgence des autorités qui s'accommodèrent de sa collaboration en attendant la création d'un quotidien authentiquement national» (Ibid). De tout ce qui précède, il coule de source, que *La Presse du Cameroun* a soutenu l'action du gouvernement camerounais dans ses exactions relatives à la lutte contre le maquis.

Toutefois, il faut admettre qu'en plus de *La Presse du Cameroun*, le paysage médiatique camerounais de la veille des indépendances était aussi constitué d'une presse privée confessionnelle avec des titres tels que *Nled Bechristen*²⁶ publié à partir de 1928 ; *L'Essor des Jeunes*, publié par le diocèse de Nkongsamba jusqu'en 1974 ; *La Semaine camerounaise*, un bimensuel protestant publié de 1962 à 1970.

Au nombre de ces journaux confessionnels, le plus en vue était l'hebdomadaire catholique *L'Effort camerounais* lancé le 2 octobre 1955 pour remplacer le journal *Cameroun Catholique* (Laburthe-Tolra 1999 :419). La plupart des journaux nationalistes ayant fermé boutique au début des années 1960 (Ndeffo, 1986), *L'Effort camerounais* est pratiquement le seul organe d'information qui a décrié les exactions et les assassinats perpétrés par le gouvernement Ahidjo au nom de la lutte contre les maquisards upécistes. En effet à la suite de « l'Affaire du train de la mort »²⁷ de février 1962, le journal a pris position en dénonçant les manœuvres du gouvernement en vue d'éliminer ses adversaires politiques et en faisant écho de la messe célébrée

²⁶ En dialecte Bulu, l'une des langues parlées dans le sud Cameroun, cette expression signifie littéralement : « conseiller des chrétiens ».

²⁷ Le gouvernement était accusé d'avoir assassiné par asphyxie des détenus politique (upécistes) durant leur transfert par train de Douala à Yaoundé.

par le clergé catholique à la mémoire des victimes (Lingo, 1965 :78). Cette prise de position du journal catholique lui a valu les foudres de l'administration. Son rédacteur en chef, l'abbé Pierre Fertin, fut expulsé du territoire camerounais (Bayart, 1985 :103).

Les initiatives de *L'Effort camerounais* en vue de décrier les dérives du gouvernement et le sentiment de terreur dans lequel elles avaient plongé les populations, ne se limitaient pas seulement à la publication d'articles de dénonciation. Certains rédacteurs du journal s'étaient engagés dans l'action politique pour manifester leur hostilité au gouvernement Ahidjo. C'est le cas de son principal journaliste, Henri Effa qui, après son élection à l'Assemblée nationale en 1960, se détacha du groupe des démocrates camerounais pour fonder, avec d'autres députés, le parti des Indépendants démocrates. Ceci permet de comprendre que l'action contestataire adoptée par *L'Effort camerounais*, n'était pas une action isolée. Elle s'inscrivait infailliblement en droite ligne des prises de positions du clergé catholique qui, à cette période précise était en désaccord avec Ahmadou Ahidjo soupçonné de vouloir réaliser l'unité du pays sur une base religieuse en s'appuyant sur l'islam au détriment du christianisme.²⁸

Ainsi donc, entre 1960 et 1980, les contextes politiques et juridiques du Cameroun n'étaient pas favorables à la prise de position de la presse contre les exactions commises par le gouvernement, notamment dans le cadre de la lutte contre le maquis. *La Presse Camerounaise*, qui était le principal organe de presse privé tablant sur des questions politiques, s'est très vite vue contrôlée par l'establishment qui en 1974 la remplace d'ailleurs par un quotidien national dénommé *Cameroon Tribune*.²⁹

Après la lutte contre le maquis, le coup d'État manqué d'avril 1984 a constitué une autre situation de crise ayant impliqué les médias et plus particulièrement la radio. Cette dernière et plus précisément le Poste national a, par la force des choses, permis d'éviter l'escalade et l'affrontement militaire conduisant ainsi à l'échec du coup d'État.

La rupture entre Ahmadou Ahidjo et Paul Biya : l'enjeu médiatico-politique de la Radio

L'année 1982 constitue indubitablement une période charnière dans l'évolution politique du Cameroun. Le président Ahmadou Ahidjo, démissionne de ses fonctions et se fait remplacer par son successeur constitutionnel Paul Biya alors Premier Ministre. Les faits se déroulent plus exactement le 04 novembre 1982.³⁰ Cette transition politique « pacifique » que beaucoup ont saluée, en faisant un

²⁸ Ahmadou Ahidjo était originaire de la partie septentrionale du Cameroun qui était fortement influencée par l'Islam contrairement au sud du pays qui était le bastion de la chrétienté.

²⁹ Avant la création de *Cameroon Tribune* en 1974, l'État contrôlait l'Agence Camerounaise de Presse (ACAP) créée le 20 janvier 1960 et dont la mission était d'assurer le monopole de la collecte et de la diffusion des informations de presse sur l'ensemble du territoire national (M-J., Omgba, 1984, pp.10-11).

³⁰ Le président Paul Biya prête serment le 06 novembre 1982.

rapprochement avec la démission de Senghor au Sénégal (Bayart 1986 :6), va très vite devenir chaotique. La démission Ahmadou Ahidjo, à laquelle certains de ses proches collaborateurs s'étaient pourtant opposés (Abwa, 2001), ne devait nullement être perçue comme un abandon des rennes du pouvoir à son successeur.

Après sa démission, Ahmadou Ahidjo a voulu continuer à diriger le Cameroun « dans l'ombre » ; raison pour laquelle en se retirant officiellement des hautes charges de l'État, il prit soin de se maintenir à la tête de l'UNC, dont il était le père fondateur.³¹ Paul Biya, qui devait son pouvoir à son « illustre prédécesseur », va se prêter au jeu de ce dernier jusqu'au 18 juin 1983, lorsqu'il congédia plusieurs caciques du pouvoir³² –les principaux collaborateurs de Ahmadou Ahidjo- au cours d'un remaniement ministériel inattendu. Cet acte politique, qui permettait au Paul Biya d'exprimer son « refus d'une présidence sous tutelle »,³³ divisa la scène politique camerounaise en deux clans édifiés sur des bases ethniques et régionales.³⁴ Le même jour, Ahmadou Ahidjo, se sentant désavoué par son successeur, invita tous les ministres originaires du « Nord » à démissionner du gouvernement (Bayart, 1986 :7). Ses soutiens et lui menèrent par la suite plusieurs actions subversives destinées à fragiliser le pouvoir en place. Il en résulta une guéguerre politique qui dura plus de deux ans et qui plongea le Cameroun dans une nouvelle série de crises politiques.

En août 1983, les services de sécurité appréhendèrent des individus sous le prétexte qu'ils projetaient de s'attaquer aux institutions républicaines. S'exprimant à la radio nationale, Paul Biya dénonce l'existence d'un complot contre l'État. Il s'en suivit un procès militaire au cours duquel l'ancien chef de l'État, installé en France, fut mis en cause. Initialement condamné à mort par contumace, sa peine fut par la suite commuée en un emprisonnement à vie.³⁵ Au lieu de ramener l'accalmie, tel que cela avait été pressenti, cette condamnation contribua plutôt à rendre la situation plus abstruse. De fil en aiguille, on déboucha sur une mutinerie organisée par une fraction de soldats de la garde républicaine restés fidèles à l'ex-président Ahmadou Ahidjo et regroupés au sein d'une milice dénommée le « Mouvement J'OSE ». Cette mutinerie perpétrée dans la nuit du 5 au 6 avril 1984, ambitionnait de renverser le président Paul Biya. Les grandes villes du pays, Yaoundé et Douala en particulier, étaient mises en état d'alerte générale. Du vendredi 6 au dimanche 8 avril 1984, les populations

³¹ Les textes officiels stipulaient que la politique du pays était déterminée et impulsée par le parti. Ceci revenait donc à dire que le président du parti avait une certaine ascendance sur le chef de l'État.

³² Parmi ces caciques figurent : Sadou Daoudou, Bello Bouba Maigari et Abdoulaye Maïkano qui étaient tous originaires du Nord comme Ahmadou Ahidjo.

³³ Cette formule est empruntée à Bouopda P. Kamé, 2007, *Cameroun : Les crises majeures de la présidence Paul Biya*, Paris, L'Harmattan, p.44.

³⁴ Le président Biya était originaire du sud Cameroun, chrétien alors qu'Ahidjo était issu de la société musulmane du Nord du pays.

³⁵ Lire entre autres Bouopda P. Kamé, 2007, pp. 65-72 et Eboussi Boulaga, F., 1997, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, p.28.

camerounaises vécurent dans la panique totale.³⁶ Les transports et les télécommunications avec l'extérieur étaient coupés. Les stations de radio locales avaient cessé de diffuser leurs programmes habituels. La musique militaire prédominait sur les ondes de la radio nationale. Assoiffées d'informations, les populations eurent recours aux radios étrangères à l'instar de Radio France Internationale (RFI) qui faisait état de ce que des affrontements très violents opposaient les mutins et les partisans du Paul Biya (Ateba, 2002 :116-150). Pour ainsi dire, autant la radio locale que les radios étrangères contribuèrent à semer la panique parmi les populations qui subissaient un drame à la fois social, politique et psychologique. Les interventions de l'ex-président Ahmadou Ahidjo sur les ondes de radio Monte Carlo n'étaient pas de nature à apaiser la situation sur le terrain. L'une de ses déclarations, reprises par Charles Ateba Eyene est la suivante : « J'ai été insulté et calomnié par les camerounais ; ils n'ont qu'à se débrouiller tout seuls. Si ce sont mes partisans (qui sont à l'origine de la mutinerie), ils auront le dessus... » (Ibid : 122).

La réaction d'Ahmadou Ahidjo sur les ondes de Radio Monte Carlo marquait un pas décisif dans l'intervention de la radio dans la crise qui l'oppose à Paul Biya. Du fait de son exil, Ahidjo n'avait que la radio comme seul outil efficace pour se manifester au sein de l'espace public international. Cela traduit l'influence des radios étrangères sur la vie politique des pays africains dont parle André Tudesq (2000). En donnant la parole à Ahmadou Ahidjo, Radio Monte Carlo lui permit d'exposer sa version des faits au sujet de la tentative de coup d'État qui était en cours au Cameroun. La déclaration faite par Ahidjo au cours de cette interview marquait indirectement son soutien aux mutins. Le fait pour lui de déclarer que « les Camerounais n'ont qu'à se débrouiller tout seuls [et ajouter par la suite que] si ce sont mes partisans, ils auront le dessus », pouvait traduire une adhésion et un soutien à l'action des mutins. Cette interprétation faisait également sens au regard du contenu du discours enregistré par les mutins dans les studios de Radio-Cameroun et dont un extrait est présenté ici :

Camerounaises, Camerounais, L'armée nationale vient de libérer le peuple camerounais de la bande à Biya, de leur tyrannie, de leur escroquerie et de leur rapine incalculables, inqualifiables. Oui, l'armée a décidé de mettre fin à la politique criminelle de cet individu contre l'unité nationale de notre cher pays. En effet, le Cameroun vient de vivre, au cours de ces quinze derniers mois, qu'a duré le régime Biya, les heures les plus noires de son histoire. Son unité mise en péril, la paix interne troublée, sa prospérité économique compromise, la réputation nationale ternie. [...] Enfin vous pouvez juger du discrédit jeté sur le Cameroun par la parodie de justice que constitue le dernier procès. Aussi, il était temps de trancher le nœud gordien. C'est fait aujourd'hui. Aujourd'hui grâce à Dieu mes chers compatriotes, le cauchemar est terminé. L'armée, sous l'impulsion de jeunes officiers et

³⁶ Cf. Ministère de l'Information et de la culture de la République du Cameroun, « Le coup d'État Manqué du 6 avril 1984 », Yaoundé, Ministère de l'Information et de la culture.

de sous-officiers prêts au sacrifice suprême pour la nation, regroupés au sein du mouvement J'OSE entend redonner sa pleine signification à l'unité nationale et rétablir la détente et la concorde entre les citoyens. Le peuple camerounais et son armée viennent de remporter aujourd'hui une grande victoire sur les forces du mal, et cette victoire sera célébrée par l'histoire avec l'honneur qui lui est dû. Désormais, le conseil militaire supérieur est amené à prendre un certain nombre de décisions au regard de la sécurité nationale et le conseil militaire supérieur demande au peuple camerounais de le comprendre. En premier lieu, les liaisons aériennes terrestres, maritimes et des télécommunications sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Le couvre-feu est institué sur l'ensemble du territoire national de 19 heures à 5 heures. Par ailleurs, la constitution est suspendue. L'assemblée nationale dissoute. Le gouvernement est démis. Tous les partis politiques sont suspendus. Tous les gouverneurs de province sont relevés et enfin sur le plan militaire, des officiers supérieurs exerçant le commandement d'unités opérationnelles sont déchargés de leurs fonctions. L'officier subalterne le plus ancien dans le grade le plus élevé prend le commandement. Vives les forces armées nationales, vive le Cameroun. (Transcription réalisée à partir d'un document sonore accessible à partir de lien <https://www.youtube.com/watch?v=UL7c4lntkNg> consulté le 20 septembre 2021).

Ce discours avait été lu par le sous-lieutenant Yaya Adoum. Bien qu'il appartienne désormais aux annales de l'histoire, sa relecture permet de faire certaines observations.

Premièrement, le discours proposait une peinture assez sombre des quinze premiers mois du régime Biya. Cette peinture s'adossait sur une comparaison avec le régime Ahidjo. Laquelle comparaison ressort de déclarations telles que : « Son unité mise en péril, la paix interne troublée, sa prospérité économique compromise, la réputation nationale ternie ». On ne peut mettre en péril, troubler, compromettre ou ternir que des choses déjà existantes. Les putschistes entendaient ainsi faire comprendre que le Cameroun avait acquis une unité, une paix interne, une prospérité économique et une réputation nationale qui avaient été, par la suite, « mise en péril », « troublée », « compromise » et « ternie ». Autrement dit, selon les dires des mutins, le régime qui avait succédé à celui d'Ahidjo avait remis en cause des acquis de ce dernier. Ce qui revient à dire que les mutins accordaient de bons points à Ahmadou Ahidjo, et donc, lui apportaient leur soutien dans la crise qui l'opposait au Paul Biya. Ce faisant, ces militaires dont les principaux leaders étaient musulmans et originaires du Nord comme Ahmadou Ahidjo, semblaient jeter l'anathème sur Paul Biya, en oubliant qu'il était aussi comptable des réalisations de son prédécesseur au regard de leur longue collaboration³⁷.

³⁷ La collaboration entre les deux hommes remontait à 1962 lorsque Paul Biya, de son retour de France, fut nommé chargé de mission à la Présidence de la République. Avant de devenir

Deuxièmement, le discours évoque la « parodie de justice que constitue le dernier procès ». Le procès en question est celui qui s'était tenu entre le 23 et le 28 février 1984 et à l'issue duquel Ahmadou Ahidjo, qui était accusé de tentative d'assassinat sur la personne de Paul Biya, avait été condamné par contumace. Une fois de plus, le discours des mutins faisait référence à Ahmadou Ahidjo sans pour autant le nommer.

Troisièmement, ce discours prescrivait la suspension de tous les partis politiques (« Tous les partis politiques sont suspendus»). Le pluriel utilisé dans cette prescription est marqué d'un anachronisme déconcertant tant il est vrai qu'en 1984, il existait un seul parti politique légal au Cameroun. Il s'agit de l'UNC créée en 1966. Comment donc comprendre que les mutins firent allusion à une philosophie politique qui avait été chère à Ahmadou Ahidjo ; celle de la suppression des partis politiques.

Quoiqu'il en soit, ce discours portait en lui les germes d'une crise politico-militaire susceptible d'opposer les partisans d'Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Cette situation fut évitée de justesse par l'entremise de Radio-Cameroun qui a été à l'origine de l'échec de cette tentative de coup d'État.

En effet, les mutins avaient pris possession des locaux de la radio nationale basée à Yaoundé la capitale du pays et émettant sur une bonne partie du territoire national. Leur objectif était de rallier tout le pays à leur action à travers la diffusion de leur discours sur l'étendue du territoire. Toutefois, cet objectif ne fut pas atteint. Au moment de leur arrivée au centre de diffusion, les mutins prirent en otage le personnel rencontré sur place. Gabriel Ebili, un technicien en service ce jour-là, se vit confier la responsabilité de mettre les émetteurs et le Centre de distribution de modulation (Cdm) en marche. Au moment de le faire, il actionna le dispositif technique de telle sorte que les ondes furent circonscrites à la seule ville de Yaoundé. Par la suite, il fut conduit de force au studio où les mutins le sommèrent de diffuser leur message qui avait préalablement été enregistré sur bande magnétique. Contrairement aux attentes des mutins, le discours ne fut pas diffusé sur l'ensemble du territoire national du fait de la circonscription des ondes à Yaoundé. Tjadè Eonè (1986 :17) indique à ce sujet que la « proclamation [des mutins] ne sera pas entendue hors de la capitale à cause ou grâce à un artifice des journalistes et techniciens qui la diffusent sur une station de modulation de fréquence n'émettant qu'à Yaoundé ». Ainsi, du fait d'une entourloupette des techniciens de la radio, le discours des mutins ne fut pas suivi dans les autres villes et provinces du Cameroun. Il en résulta un manque de coordination qui provoqua l'échec du coup d'État et les putschistes furent capturés par l'armée régulière à travers des échauffourées qui furent limitées à quelques quartiers de la capitale Yaoundé (Bouopda, 2007).

Bien qu'il soit admis que l'échec de ce coup d'État trouve sa justification dans la restriction des ondes du Poste National à la ville de Yaoundé, l'on est en droit de se poser la question de savoir si le technicien Gabriel Ebili, qui était à l'origine de cette situation, l'avait provoquée consciemment. Même si ce technicien a semblé indiqué

Président en 1982, il fut entre autres : Directeur du cabinet du Ministre de l'Éducation nationale de la Jeunesse et de la Culture, Directeur du Cabinet civil puis Secrétaire général de la Présidence de la République et Premier ministre.

qu'il était au courant de ce qui se tramait dans la mesure où il avait été contacté quelques jours auparavant par des personnes qui lui avaient demandé de « coopérer » (Tagne, 2008), l'acte posé par ce technicien peut-il avoir un caractère héroïque ? Pourquoi les mutins auraient-ils eu besoin de le contacter à l'avance ? Le véritable héroïsme n'aurait-il pas plutôt consisté à informer les autorités une que fois qu'il avait été contacté ? Tout ce questionnement s'inscrit dans un effort de compréhension des mobiles pour lesquels les ondes avaient été limitées à Yaoundé. Gabriel Ebili avait-il délibérément et en toute conscience pris sur lui la décision de limiter les ondes dans le périmètre de Yaoundé ou alors, la présence des mutins armés l'avait mis dans un état de panique qui l'avait poussé à appuyé sur le mauvais bouton par erreur. Clebert Agenor Njimeni propose une description des faits qui amène à s'interroger sur la lucidité de ce technicien au moment de leur déroulement :

Les mutins envahissent le siège de la radio nationale, le personnel est brutalisé, prié de se mettre à plat ventre. Le technicien du jour Gabriel Ebili est brutalement saisi par les mutins qui lui intimant l'ordre de faire passer leur discours aux antennes. Ils le conduisent au CDM (le Centre de Modulation de Fréquence), le cœur de la radio en quelque sorte car c'est par là que partent et arrivent toutes les communications de la radio nationale en direction de toutes les provinces ou régions du Cameroun. Par manque d'expérience, les putschistes ne savent pas que le technicien n'a pas véritablement mis en marche le CDM, en conséquence, leur message n'est écouté qu'à Yaoundé (Njimeni, 2021 :35).

Cet extrait permet de constater que le technicien a été brutalisé par les mutins. D'autres écrits font part de la présence de chars de Guerre stationnés par les mutins à l'entrée de la radio tout en décrivant la même violence à laquelle était soumis le personnel de la radio (Monga 1986 :132-133). La violence exercée par les putschistes sur le technicien amène à être assez critique sur les circonstances et les motivations de ses agissements sous l'influence de militaires armés. Toujours est-il que l'acte qu'il a posé, que ce fut de façon consciente ou sous l'effet de la panique, que ce fut par « une main intrépide ou tremblante de peur [...] aura contribué de façon déterminante, à la sauvegarde du régime et des institutions » (Eonè, 1986 :17).

Le rôle de la radio dans cette crise politique ne s'arrêta pas là. Le lendemain, 7 avril 1984, après que l'armée régulière a vaincu les mutins et ramené le calme dans la ville de Yaoundé, Paul Biya prononça un discours radiodiffusé dont voici la teneur :

Camerounaises, Camerounais ! Le Cameroun vient une fois de plus de traverser une période délicate de son histoire. Hier en effet, le 6 avril, vers 3 heures du matin, des éléments de la garde républicaine ont entrepris la réalisation d'un coup d'État, concrétisé par la coupure des liaisons téléphoniques, l'occupation des points stratégiques ou sensibles de Yaoundé, Palais de l'Unité, immeuble de la Radio, aéroport, etc., avec pour finalité la main mise par la violence sur le pouvoir politique. Des unités régulières de notre Armée nationale,

demeurées fidèles aux institutions et qui avaient reçu des ordres pour enrayer le coup de force, conduisirent le combat avec méthode et détermination, et aboutirent en fin de matinée de ce jour à une victoire complète. Le calme règne sur toute l'étendue du territoire national. C'est le lieu pour moi de rendre un vibrant hommage à ces unités de notre Armée pour leur engagement et leur attachement à la légalité républicaine. Enfin, je demande à toutes les Camerounaises, à tous les Camerounais et à tous ceux qui résident dans notre pays de garder leur calme et de poursuivre leurs activités de développement économique et social de la nation. Vive le Cameroun ! ((Transcription réalisée à partir d'un document sonore accessible à partir de lien <https://www.youtube.com/watch?v=2TKtIJ6VW9U> consulté le 20 septembre 2021).

Cette adresse présidentielle à la nation fut enregistrée et diffusée par la radio nationale. Il y était question d'informer les Camerounais et les étrangers vivant au Cameroun, de la victoire des forces régulières et de l'effectivité du fonctionnement des institutions. Contrairement au discours des putschistes qui ne fut suivi qu'à Yaoundé, celui du Président Biya fut diffusé sur l'ensemble du territoire national. Ce faisant, la radio consacrait de façon symbolique, l'autorité du Chef de l'État sur l'ensemble du pays. Ainsi, en l'espace de deux jours, Radio-Cameroun a été le principal acteur de la tentative de Coup d'État de 1984 qui marqua le point culminant d'une crise politique relative au contrôle du pouvoir.

Conclusion

En clair, de la période française au coup d'État manqué de 1984, les médias ont joué un rôle de premier plan dans les crises qui ont secoué le champ social camerounais. Ces crises, qui avaient très souvent des fondements politiques, s'élaboraient et se transposaient à travers les médias qui reflétaient de ce fait la dynamique politique du pays. À travers la presse et la radio, les médias ont été des acteurs des crises politiques observées au Cameroun pendant la période étudiée. L'approche séquentielle adoptée dans cette réflexion a permis de constater qu'ils ont été à la fois des adjuvants et des adoucissants des crises politiques au Cameroun. Selon les contextes, ils ont provoqué et alimenté les crises d'une part, et ont permis de les résorber d'autre part. En seconde analyse, il a été possible de constater qu'en période de crise politique, les médias gouvernementaux et les médias privés adoptent une attitude ambivalente et très souvent contrastée. Certes, les médias ont été des facteurs mieux, des agents des situations de crises vécues dans le cadre des luttes nationalistes, mais ils ont aussi permis de gérer des périodes de troubles sociaux, notamment pendant la lutte contre le maquis (l'exemple de *L'Effort Camerounais*) et lors du coup d'État d'avril 1984 dont l'échec a été attribué à l'action volontaire ou hasardeuse des techniciens de la radio nationale. Une action qui mériterait d'être analysée compte tenu de la controverse qui l'entoure. Il serait en effet intéressant de savoir si le rôle politique joué par les médias à travers les Hommes qui les animent est réellement pensé ou alors n'est que le résultat d'un concours de circonstances.

Autrement dit, *l'agenda setting* des médias ne résulte-t-il pas d'autres formes d'agenda ?

Bibliographie

- Abwa, D., 1998, *Commissaires et Hauts-commissaires de la France au Cameroun (1916-1960) : Ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale.
- _____, 2001, *Sadou Daoudou Parle*, Yaoundé, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale.
- Agenor N. Njotang, C., 2021, *L'art oratoire chez Paul Biya à l'ère du multipartisme au Cameroun. Discours, mises en scène argumentatives et relation au pouvoir*, Paris, L'Harmattan.
- Ateba Eyene, C., 2002, *Le Général Pierre Semengue : Toute une vie dans les armées*, Yaoundé, Editions CLE.
- Enama Ateba, L. M., 2011, « La radiodiffusion au Cameroun de 1941 à 1990 », mémoire de Master II, Université de Yaoundé 2.
- Bayart, J-F., 1985, *L'État au Cameroun*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- _____, 1986, « La société Politique camerounaise », *Politique Africaine*, N°22, *Le Réveil du Cameroun*, pp. 5-35.
- Barthélémy, M., 1992, « Événement et espace public : l'affaire Carpentas », *Quaderni*, n°18, p.134.
- Bouopda Kamé, P., 2007, *Cameroun : Les crises majeures de la présidence Paul Biya*, Paris, L'Harmattan.
- _____, 2018, *La crise anglophone au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
- Chevalier, J., 2006, *Le Service public*, Paris, PUF, Collection Que sais-je ?,
- Chambat, P., 1994, « Télévision et culture politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°44, Numéro spécial : *La culture politique en France depuis de Gaule*, (oct-dec), pp. 79-86.
- Deltombe, T., Domergue, M., Tatsitsa, J., 2019, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique : 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- Derville, G., 2017, *Le pouvoir des médias*, 4^e édition, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Dobry, M., 2009, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Science P., 3^e édition.
- Eboussi Boulaga, F., (1997), *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
- Edjangue, J. C., 2010, *Les colères de la faim... Pourquoi l'Afrique s'est embrasée en 2008*, Paris, L'Harmattan.
- Ekwé H., 2001, « Un véritable champ de mines », *La Nouvelle Expression*, édition spéciale du mercredi 26 décembre, p.3.
- Enohoro, P., 1974, *Africa's Besieged Press*, Atlas World Press Review.

- Estes, C.L., 1983, « Social Security: The Social construction of a crisis », *The Milbank Memorial Fund Quarterly: Health and Society*, vol. 61, N° 3, pp. 445-461.
- Fame Ndong, J., 2006, *Médias et Enjeux des pouvoirs. Essai sur le vouloir faire, le savoir-faire et le pouvoir faire*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé (PUY).
- Fogué Kuate, F.A., 2008, « Cameroun: Décentralisation politique et décentralisation radiophonique : La situation de la radiodiffusion de service public dans la partie septentrionale du Cameroun avant l'inauguration de l'émetteur de la BBC à Garoua », *Le Messager*, 16 Juin 2008, p. 9.
- _____, 2016, « Médias, Soft Power et néocolonialisme français en Afrique subsaharienne », in Ebongue, A., Nben, D., et Mokwe E., *Médias français et fibre patriotique : La cible africaine*, Muenchen: Lincom GmbH, pp. 301-326.
- _____, 2017, « Médias et coexistence entre musulmans et chrétiens au nord-Cameroun: de la période coloniale française au début du XXIème siècle », Thèse de Doctorat, University of Utrecht.
- Fogué Kuate, F. A. et Amina Djouldé, C., 2013, « Analyse historique de la presse satirique francophone au Cameroun de la période coloniale au début du XXème siècle ». *Ridiculusa : La presse satirique dans le monde*, hors-série édité par Jean-Claude Gardes, et Angelica Schober, Brest, HCTI/EIRIS, pp.407-429.
- Fossaert, R., 1977, *La Société, T.1, Une théorie générale*, Paris Seuil.
- Foster, D., 1991, « Crowds and Collective violence », in Foster, Don ; Louw-Potgieter, John [dir.], *Social Psychology in South Africa*, Islando, South Africa, Lexicon Publishers.
- Fouda, V. S., 2003, *Les Médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien au Cameroun*, tome 1, Paris, L'Harmattan.
- Frère, M-S., 2005, (dir), *Politique africaine : Médias, journalisme et espace public*, n°97, Paris, Karthala.
- Freund, J., 1951, « La crise du politique », *Revue française de science politique*, N°4, pp.586-593.
- Gringas, A-M., (dir), 2003, *La communication politique : État des savoirs, enjeux et perspectives*, Quebec, PUQ.
- Habermas, J., 1988, *L'espace public*, Paris, Payot.
- Joseph, R., 1986, *Le Mouvement Nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala.
- Laburthe-Tolra, 1999, *Vers la lumière ? Ou le désir d'Ariel. À propos des Bétis du Cameroun. Sociologie de la conversion*, Paris, Karthala.
- Lingo, C., 1965, « L'Effort camerounais » (1955-1962) », Lille, Mémoire de fin d'études de l'Ecole de journalisme.
- Mbembé, A., 1984, *Le problème national Kamerounais*, Paris, L'Harmattan.
- _____, 1999, *La naissance du maquis dans le Sud Cameroun*, Paris, Karthala.
- _____, 2017, « Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie », *Le Monde*, en ligne : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/28/le-lumpen-radicalisme-et-autres-maladies-de-la-tyrannie_5235406_3212.html

- Méadel, C., 1997, «De la critique des medias comme exercice historique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°55, pp.148-150.
- Monga, C., 1986, *Cameroun : Quel avenir ?*, Silex.
- Ndeffo, H., 1986, « Le sentiment national à travers la presse camerounaise », mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé.
- Nouwou, D., 2001, « Badenkop, le quartier général des combattants », *La Nouvelle Expression*, édition spéciale du mercredi 26 décembre, pp.33-34.
- Offe, C., 1984, « The crisis of crises management: elements of a political crisis theory », in Claus Offe, *Contradiction of the welfare state*, London, Hutchinson.
- Ongba, M-J., 1982, « L'Histoire du quotidien La Presse du Cameroun 1^{er} avril 1955-29 juin 1974 », Mémoire de DEA en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Droit, Economie et Sciences Sociales de Paris- Paris II.
- _____, 1984, « Le Quotidien National d'un pays en voie de développement. Analyse des structures, du fonctionnement et du contenu de Cameroun Tribune », Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Droit, Economie et Sciences Sociales de Paris- Paris II.
- Owona, A., 1996, *La naissance du Cameroun 1884-1914*, Paris, L'Harmattan.
- Pigeaud, F., 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala.
- Prévitali, S., 1999, *Je me souviens de Ruben. Mon témoignage sur les maquis camerounais (1953-1970)*, Paris Karthala.
- Rétif, A., 1956, « À propos de l'Union des Populations du Cameroun : communisme et religion au Cameroun », *L'Afrique et l'Asie*, n° 35.
- Sayah J., 2007, *Droit administratif*, Studyrama.
- Schramm, W., 1968, *L'information et le développement national. Le rôle de l'information dans les pays en voies de développement*, Paris, Nouveaux Horizons.
- Sénéchal de la Roche, R., 1996, « Collective Violence as Social Control », *Sociological Forum*, vol. 11, N°1, pp.97-128.
- Sindjoun, L., 1996, « Le champ social camerounais: Désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique Africaine*, n°62, pp.57-67.
- Solimano, A., 2005, *Political crises, social conflict and economic development*, Chetenham/Northamp, Edward Elgard Publishng.
- Tagne, J-B., 2008, « Comment j'ai sauvé le régime Biya », *Le Jour*, n°199 du 1^{er} juillet, pp.8-9.
- Taguem Fah, G. L., 1997, « Les formations politiques au Nord-Cameroun : L'exemple de la Médiafrancam », *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré*, Vol 2, pp. 55-76.
- Tchakhotine, S., 1992, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard.
- Tjadè Eonè, 1986, *Radios, Publics et Pouvoirs au Cameroun*, Utilisations officielles et besoins sociaux, Paris, L'Harmattan.

Tudesq, A-J., 1999, *Les medias en Afrique*, Paris, Ellipses.

_____, 2000, « L'influence des radios et des télévisions étrangères sur la vie politique en Afrique subsaharienne », in A., Chéneau-Loquay [dir.], *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à Internet*, Paris, Karthala, pp. 355-375.